

<https://www.elcorreo.eu.org/Chavez-et-la-deportation-de-Joaquin-Perez-Becerra>

Chavez et la déportation de Joaquín Pérez Becerra

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : dimanche 1er mai 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Face à la déportation du colombien Joaquín Pérez Becerra

Chávez : « je n'ai pas le moindre doute qu'on l'a amené jusqu'ici à dessein, pour pouvoir dire que si je l'arrête je suis le mauvais et si je ne l'arrête pas, je suis le mauvais aussi »

Le président de la République Bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez, a expliqué ce samedi 30 avril que « le Gouvernement de Colombie, la Police Internationale (INTERPOL) et la CIA connaissaient même le numéro du siège occupé par le journaliste colombien, Joaquín Pérez Becerra, quand il voyageait vers le Vénézuéla ».

Il a ajouté que la responsabilité « n'est pas mienne, le premier responsable est ce monsieur qui est recherché par INTERPOL avec le code rouge, que chacun assume ses responsabilités » a souligné le chef de l'état.

Cette explication a été réalisée le samedi durant l'inauguration de la Grande « Mission Logement » ce samedi depuis le théâtre Teresa Carreño, à Caracas.

Pérez Becerra a été capturé le samedi passé par les autorités vénézuéliennes à l'Aéroport International de Maiquetía Simón Bolívar.

Le président Hugo Chávez a expliqué : « je suis le responsable d'avoir envoyé ce monsieur au gouvernement de Colombie, j'en ai donné l'ordre, parce qu'il était recherché par INTERPOL ».

Il a également souligné que « je n'ai pas le moindre doute qu'on l'a amené jusqu'ici à dessein, pour pouvoir dire que si je l'arrête je suis le mauvais et si je ne l'arrête pas, je suis le mauvais aussi. J'ai assumé ma responsabilité au vu du droit international, et nous l'avons capturé ».

Ces déclarations ont été faites ce samedi au moment de lancer un vaste programme social qui vise à offrir à chaque famille vénézuélienne un logement décent, et qui s'ajoute aux récentes augmentations de salaire (25 % de plus pour le salaire minimum, et 40% de plus pour les travailleurs des universités et de l'administration publique).

Cette nouvelle mission cherche à répondre aux critiques sociales comme celle sur le déficit de logements décents et sûrs. « Le drame du logement n'a pas de solution dans le cadre du capitalisme, nous allons le résoudre dans le cadre du socialisme » a souligné le chef de l'état. « Le défi est majeur et j'invite l'ensemble de la population à participer à cet objectif qui est de construire deux millions de logements en sept ans ». « Nous devons redoubler la marche et de travailler tous les jours pour construire tous ces logements. 60 pour cent de la population vénézuélienne vit sur la frange côtière, alors que dans le centre ne vit que 25 pour cent et sur la frange inférieure, 10 pour cent, ceci est le produit de 500 ans d'imposition d'un modèle socio-économique, cette grande Mission Logement résoudra ce problème structurel », a expliqué le président Chavez.

Pour le financement des logements sont nécessaires 30 millions de bolívares forts, qui seront apportés conjointement par la banque publique et par la banque privée.

La grande « Mission Logement » possède plusieurs aspects fondamentaux, en plus des mécanismes de financement et de la mise à disposition des matériaux de construction, tels que :

Chavez et la déportation de Joaquín Pérez Becerra

- identifier avec précision les familles qui ne sont pas propriétaires d'un logement ou vivent sur des terrains menacés par les inondations ou à risques.
- recenser les terrains aptes aux constructions
- recenser les entreprises de construction, nationales et internationales.

Au cours de ce lancement, un contact vidéo en direct a été réalisé avec la vice-ministre pour la Commune et la Protection Sociale, Margot Godoy, qui a remis 30 logements sociaux à plusieurs familles de la municipalité de Los Guayos, état de Carabobo.

Sources : Radio Nacional de Venezuela, agences.

Traduction : Thierry Deronne

[LRV](#). Caracas, samedi 30 avril 2011